

Paris, le 25 avril 2017

Communiqué de presse

Avril 2002 - mai 2017 : notre détermination est intacte

Une nouvelle fois, le Front national franchit le seuil du premier tour des élections présidentielles. Recueillant les suffrages de plus de 7 millions de personnes, en tête dans la moitié des communes, le parti du non-droit et du rejet flirte avec le pouvoir.

Annoncée par les sondages et intégrée par tous les commentateurs comme inéluctable, l'irruption frontiste frappe avec moins de brutalité qu'en 2002. Plusieurs années d'imprégnation des idées et de contamination des discours ont en effet installé ses élans xénophobes et autoritaires dans une dramatique banalité.

Pourtant, l'urgence démocratique est toujours plus prégnante : il nous faut défendre l'égalité, les libertés et l'Etat de droit contre un projet politique qui les nie absolument. Dans le champ social comme en matière judiciaire, notre opposition à la catastrophe politique et démocratique promise par le programme du Front national est absolue.

Le 1^{er} mai, le Syndicat de la magistrature sera dans le cortège, réaffirmant son opposition aux politiques qui maltraitent et bradent les droits et les protections sociales.

Il brandira son refus de la discrimination et de la haine, dès avant le second tour.